

DÉPARTEMENT DE L'ÉDUCATION ET DE LA FAMILLE (DEF)

Directive concernant la participation financière journalière à charge de la représentante légale ou du représentant légal dans les institutions d'éducation spécialisée pour mineurs (DiPReLMin)

La conseillère d'État, cheffe du Département de l'éducation et de la famille,

vu la loi sur l'aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescent-e-s du canton (LESEA), du 22 novembre 1967 ;

vu le règlement d'exécution de la loi sur l'aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescent-e-s du canton (RELESEA), du 29 mars 1989 ;

sur la proposition du service de protection de l'adulte et de la jeunesse (SPAJ) ;

la cheffe du département de l'éducation et de la famille décide :

Compétences	Article premier Le service de protection de l'adulte et de la jeunesse (ci-après: SPAJ) est chargé de déterminer la participation financière journalière de la représentante légale ou du représentant légal pour l'enfant mineur-e dont elle ou il a la charge placé-e au sein d'une institution d'éducation spécialisée pour mineur-e-s (ci-après: l'institution) reconnue au sens de la LESEA et de son règlement d'exécution.
Obligation d'entretien	Art. 2 L'obligation de la représentante légale ou du représentant légal d'assumer les frais de placement de l'enfant mineur-e découle de son devoir d'entretien en vertu des art. 276 et ss du Code civil suisse.
Montant de la participation financière journalière	Art. 3 Le montant de la participation financière journalière par jour de présence effective dans l'institution est fixé comme suit : a) 30 francs s'il s'agit d'un accueil en internat ; b) 8 francs s'il s'agit d'un accueil en externat ; c) 5 francs par repas principal (midi et soir), en sus de la participation pour l'accueil en externat.
Mesures alternatives ou complémentaires	Art. 4 La prise en charge extérieure (PCE), la prise en charge intensive (PCI), la prise en charge en famille (PCF), la préformation et le job-coaching constituent des mesures alternatives ou complémentaires à l'internat et à l'externat ; elles sont facturées par analogie à l'art. 3b ci-dessus.
Accueil en studio	Art. 4a L'accueil en studio offert par les services d'action éducative en milieu ouvert est facturé par analogie à l'art 3a ci-dessus. Art. 5 L'obligation de la représentante légale ou du représentant légal d'assumer les frais de placement de l'enfant mineur-e tombe lorsque le placement résulte :

- a) d'une peine prononcée au sens de l'art. 11 al.1 de la Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (DPMIn), du 20 juin 2003 ;
- b) d'une privation de liberté au sens de l'art. 25 DPMIn ;
- c) d'une détention provisoire et d'une détention pour des motifs de sûreté au sens des art. 27 et 28 de la Loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineur-e-s (PPMin), du 20 mars 2009.

Accueil mère/père-enfant **Art. 6** Lorsqu'un parent est accueilli avec son enfant au sein d'une institution offrant la prestation d'accueil mère/père-enfant, la participation financière due est de :

- a) 60 francs pour l'adulte non-rentier-ère AI ;
- b) 102 francs pour l'adulte rentier-ère AI.

Fugues **Art. 7** Les journées de fugue sont facturées à la représentante légale ou au représentant légal tant et aussi longtemps que la place en institution est réservée, hormis les journées d'absence habituellement déjà convenues (week-end, vacances, retour à domicile).

Abrogation **Art. 8** La présente directive abroge et remplace la DiPReLMin du 26 octobre 2017.

Entrée en vigueur **Art. 9** ¹La présente directive entre en vigueur rétroactivement le 1^{er} janvier 2019.

²Elle sera publiée dans la Feuille officielle et insérée au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 25 janvier 2019

La Conseillère d'Etat,
cheffe du département :

Monika Maire-Hefti